



# Rapport présentant les actions entreprises par la CAPLD suite au rapport de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) en date du 12 octobre 2021

## Contexte

Article L.243-9 du code des juridictions financières :

**« Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L.143-9. »**

La Chambre régionale des comptes (CRC) de Bretagne a réalisé un contrôle des comptes et de la gestion de la communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas sur les années 2016 à 2021. Le rapport d'observations définitives a été présenté au conseil de Communauté le 17 février 2022.

Ce rapporte comporte 11 recommandations. Les actions entreprises sont les suivantes :

### **Recommandation n°1 : Mettre en cohérence les statuts avec les pratiques relatives aux compétences exercées, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 5214-16 du CGCT**

La Communauté a profité de la refonte de ses statuts en septembre 2021, dans le cadre de sa transformation en communauté d'agglomération, pour faire évoluer la rédaction de ses statuts et intégrer les recommandations de la Chambre.

Les modifications portent sur :

- La définition d'une compétence facultative « animation et promotion des activités sportives au sein des équipements sportifs d'intérêt communautaire, y compris le versement de subventions aux associations sportives » ;
- Des corrections et précisions apportées au niveau de la rédaction des statuts.

### **Recommandation n°2 : Réunir sans délai la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) afin d'évaluer les transferts des charges relatifs à l'eau potable, à la politique du commerce et à la voirie.**

La collectivité a fait le choix de ne pas réunir la CLECT au moment du transfert de la compétence eau potable estimant que, dans le cadre d'un Service Industriel et Commercial (SPIC), le montant des dépenses était équivalent au montant des recettes, et qu'il y avait donc lieu de considérer que le transfert de charges était compensé par les recettes associées.

S'agissant des compétences voirie et commerce, une CLECT sera organisée dans les prochains mois afin de mesurer les transferts de charges liés au transfert de ces compétences.

### **Recommandation n°3 : Actualiser la stratégie financière et intégrer ses objectifs au projet de territoire**

La définition d'une stratégie financière adossée aux projets à mener dans les mois et années à venir (programme d'investissement et plan déchets notamment) est en cours d'élaboration.

Elle vise à la fois à assumer les missions et projets de la collectivité, tant en fonctionnement qu'en investissement, et à maintenir la capacité financière de la Communauté dans un contexte pressenti de baisse globale des recettes.

### **Recommandation n°4 : Elaborer un schéma directeur des systèmes d'information**

Dans le cadre de la mutualisation du service des systèmes d'information et de son extension à l'ensemble des communes, un état des lieux des équipements et infrastructures existants et des besoins à court et moyen terme, a été effectué.

Un schéma directeur des systèmes d'information sera réalisé courant 2024 afin de définir collectivement les objectifs et les investissements à réaliser pour y parvenir. Le schéma portera sur l'ensemble du territoire et permettra de partager une vision globale des systèmes d'information sur le territoire.

### **Recommandation n°5 : Mettre en œuvre une comptabilité de stock sur le budget action économique conformément à l'instruction comptable M14**

Le budget annexe « Action économique » regroupait l'ensemble des crédits et opérations intéressant les bâtiments économiques de la Communauté et les aménagements de zones d'activités, auparavant identifiées dans un budget spécifique et rassemblées en 2009 en un seul budget annexe à la demande du comptable de l'époque.

Or, d'un point de vue réglementaire, seules les écritures relevant d'une opération d'aménagement de zones d'activités doivent relever d'un budget annexe.

Par délibération du 9 décembre 2022, le conseil de Communauté a décidé de supprimer le budget annexe « Action économique » et d'intégrer l'ensemble des dépenses et recettes relevant de ce budget, au budget principal.

Les dépenses et recettes intéressant les bâtiments économiques de la Communauté destinés à la location doivent être gérées en HT, car ils sont soumis à TVA. Le logiciel de gestion financière permet d'identifier via des antennes de gestion chacun des bâtiments économiques et ainsi toutes les dépenses et recettes associées, mais également de gérer des lignes en HT ou TTC sur un seul et même budget.

Un budget annexe « aménagement de zones d'activités » sera créé dès qu'un projet d'aménagement sera lancé. La comptabilité analytique permettra d'isoler les dépenses et recettes relevant de chaque zone d'activité et d'analyser l'équilibre économique de chaque opération ; répondant ainsi à la recommandation de la CRC.

**Recommandation n°6 : Procéder au contrôle des régies, dans le cadre de l'article R. 1617-17 du CGCT**

La Communauté a mis en place, en lien avec le Service de Gestion Comptable (SGC), un calendrier commun de contrôle des régies. Des contrôles administratifs et comptables sont effectués régulièrement.

A noter qu'Aqualorn a fait l'objet, en février 2023, d'un contrôle de régie opéré par la cellule d'audit de la Direction Départementale des Finances Publiques ; ce contrôle a confirmé la bonne tenue des comptes et formulé quelques recommandations.

**Recommandation n°7 : Sécuriser les processus de gestion du temps de travail et des congés dans le cadre du contrôle interne**

La formalisation d'un règlement intérieur, traitant notamment des modalités de gestion du temps de travail, est prévue en 2024.

Le service RH a, par ailleurs, réalisé un schéma directeur des systèmes d'information RH axé vers la dématérialisation. Une analyse sera menée en 2024 afin de déterminer les conditions de mise en place d'une gestion dématérialisée des absences.

Dans l'attente, le support actuel (papier) de demande de congés a été complété et fait apparaître la date à laquelle l'encadrant a autorisé l'absence.

**Recommandation n°8 : Se doter d'un outil performant permettant de s'assurer de l'exhaustivité du patrimoine géré**

La Communauté a procédé à l'acquisition d'un nouveau logiciel comptable et financier en 2021. L'installation d'un module spécifique dédié à la gestion comptable du patrimoine est prévu en 2024.

Le service finances est également en cours de réorganisation dans le but notamment, de mieux prendre en compte la gestion du patrimoine communautaire.

**Recommandation n°9 : Mettre en place une procédure qualité permettant d'assurer le recensement, l'inscription et le suivi des provisions obligatoires**

La question des provisions pour risque et charge sera traitée de manière globale en 2024 :

- Une procédure spécifique sera rédigée pour la création et le suivi des provisions,
- Une réunion d'information sera organisée en lien avec le SGC et à destination des responsables de service afin de sensibiliser les équipes à la réglementation en la matière,
- Des points réguliers seront également mis en place entre le service Finances et le service des affaires générales afin d'assurer un suivi plus précis des provisions liées aux contentieux.

### **Recommandation n°10 : Améliorer la qualité de l'information apportée aux élus relative au déséquilibre du financement de la gestion des déchets par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**

Par délibération du 17 février 2022, le conseil de Communauté a décidé d'augmenter de +10% les trois taux de la TEOM afin de faire face à l'augmentation des dépenses de traitement des déchets d'une part, et à la baisse des recettes lié à la chute des cours de reprise des matériaux d'autre part. Ainsi, alors qu'en 2020, la TOEM ne couvrait que 59% du coût du service, l'augmentation des taux de TOEM en 2022 a permis d'équilibrer la gestion des déchets dès la première année.

Le budget prévisionnel et le compte-administratif comportent systématiquement une présentation spécifique des données concernant la gestion des déchets et Aqualorn, améliorant ainsi le niveau d'information des élus et la transparence financière.

La décision de recruter un contrôleur de gestion et le changement du logiciel de gestion comptable et financière permettent de produire des données et des analyses plus précises, et d'insuffler une culture interne du contrôle de gestion. Le niveau d'information fourni aux élus et aux encadrants s'en trouve amélioré. Ainsi, un travail spécifiquement consacré aux financements de la compétence déchets est en cours.

### **Recommandation n°11 : Mettre en place une gestion dynamique de la dette et de la trésorerie**

Afin de mettre en place une gestion dynamique de la dette, conformément aux recommandations de la Chambre régionale des Comptes, une analyse de la dette a été menée en 2022 et courant 2023.

Compte-tenu du niveau des taux d'intérêts en 2022, il n'y avait pas d'effet de levier motivant une intervention de la collectivité.

En 2023, une nouvelle analyse a été menée suite à l'évolution des taux d'intérêts variables.

L'orientation retenue consiste à profiter du volume de trésorerie pour procéder à un remboursement anticipé d'emprunts en 2024 afin de se désendetter tout en ménageant un niveau d'autofinancement permettant la réalisation des futures opérations d'investissement.

Les emprunts à rembourser concernent le budget principal, qui intègre désormais les emprunts relevant jusqu'alors des budgets annexes Action économique et Moulin Mer.

Ont été ciblés : les emprunts à durée résiduelle longue, dont le taux ou la marge est proche ou plus élevé que les conditions actuelles du marché, dont le montant des intérêts restant à payer est important et dont la pénalité de remboursement est faible.

Les élus communautaires ont décidé de rembourser 1,1 M € en 2024. Ces remboursements anticipés n'obèrent pas la capacité de financement des projets d'investissements à court-moyen terme et permettent une économie de 127 000 € sur les années futures.